

RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE LATINE

Il suffit de remarquer qu'à eux seuls le Brésil et le Mexique, avec près de 100 millions d'habitants représentent la moitié de la population de l'Amérique latine pour juger de l'importance de l'opposition. Ainsi donc malgré l'optimisme de Dean Rusk c'est avec un bilan assez maigre que l'administration se présentera devant le Congrès.

Mais cette conférence n'était pas seulement nécessitée par des besoins de politique intérieure ; sur le plan international, il fallait faire apparaître l'isolement de Cuba pour exiger des alliés, ceux du Pacte Atlantique en particulier, qu'ils renforcent leur blocus économique.

Par J. LEPEO

Enfin il s'agissait aussi de faire comprendre aux bourgeoisies nationales que la manne budgétaire ne leur serait attribuée que dans la mesure où elles se montreraient capables de s'opposer aux revendications des masses pour qui Cuba reste le modèle historique de leur libération. Nous touchons là une des contradictions fondamentales de la politique américaine en particulier et du capitalisme en général lorsqu'ils pensent les problèmes des pays sous-développés.

Les économistes américains les plus conscients ont compris que l'importation de capitaux étrangers ne pouvait à elle seule résoudre les difficultés économiques de l'Amérique latine. W. S. Woytinsky, professeur d'économie politique à l'Université John Hopkins, dans un article de « The New Leader » (1) résume lui-même : « la lenteur du mouvement des investissements productifs en Amérique latine est le résultat moins d'une insuffisance du volume des capitaux disponibles que du type des investissements pratiqués ».

Quels sont ces investissements ? Il y a d'abord ceux totalement improductifs dépensés pour le luxe d'une minorité, ou la spéculation, en particulier immobilière.

Il y a surtout le choix des placements étrangers dirigés presque exclusivement vers les industries d'exportation et plus particulièrement exportations de matières premières.

Ce choix est lié à l'existence d'un marché intérieur extrêmement étroit, la grande masse paysanne vivant pratiquement en marge de l'économie.

Ainsi seule une refonte de l'économie basée avant tout sur une réforme agraire pourrait permettre une utilisation rationnelle des capitaux.

Mais ce que cet économiste n'explique pas à ses compatriotes c'est l'impossibilité pour la bourgeoisie libérale de s'attaquer aux propriétaires fonciers, surtout lorsque ceux-ci s'appellent l'« United Fruit » ou autres trusts américains. Ainsi donc, sur le plan strictement économique, les perspectives même rapprochées de stabilisation en Amérique latine grâce à la politique du dollar, paraissent limitées.

LE MOUVEMENT DES MASSES EN AMÉRIQUE LATINE

D'autant plus limitées que le mouvement des masses pèse de plus en plus lourd dans la bataille. Toutes les manifestations qui ont eu lieu pendant la conférence montrent le peu de popularité de « l'Alliance pour le Progrès ». Dès l'ouverture de la conférence des démonstrations de rue ont

eu lieu ; c'est à Caracas que la bataille a été la plus violente puisque dans la seule journée du 24 janvier, 16 personnes ont été tuées et près de 80 blessées dans des engagements avec la police.

Une idée du niveau de combativité nous est donnée lorsqu'on note que 5 policiers ont été tués par les manifestants dont certains étaient armés. C'est le cas des étudiants qui, retranchés dans la Cité universitaire ont tiré sur la police. Les engagements se sont reproduits plusieurs jours de suite avec la même violence. Ces journées d'émeute ont fait selon les estimations officielles 23 morts et plus de 100 blessés.

A San José, à La Paz, à Lima de grandes manifestations ont eu lieu. A Montévidéo, en plus d'une démonstration de rues de plus de 30.000 personnes, un ordre de grève générale a été lancé pour protester contre la décision gouvernementale de voter les sanctions contre Cuba.

Les hésitations du président Frondizi en Argentine traduisent bien la fragilité d'une bourgeoisie libérale recherchant un compromis entre les exigences populaires qui ne lui ont pas permis de voter contre Cuba et la bourgeoisie Compradore qui l'oblige dans le même temps à rompre les relations diplomatiques avec Cuba.

LA REVOLUTION PERMANENTE A CUBA

A Cuba, en réponse à la réunion de l'O.E.A., Fidel Castro a réuni la Conférence des Peuples Latino-américains avec la participation de plus de 200 délégués venant de 17 pays.

Mais l'événement le plus important a été la convocation de l'Assemblée Nationale du peuple cubain sur la place de la Révolution à La Havane. Là, par près d'un million de personnes Fidel Castro a fait approuver la seconde Déclaration de La Havane. Ce texte montre l'extraordinaire évolution de la pensée politique de Castro qui découvre au travers de l'expérience du peuple cubain, les idées essentielles de la Révolution permanente.

Cuba est isolé et les Américains tentent d'augmenter cet isolement : Fidel Castro comprend le besoin vital pour son régime d'étendre la révolution et il affirme : « la révolution latino-américaine est inévitable car Cuba a appris aux peuples du continent que la révolution est possible et qu'ils ont les moyens de la faire ». Sur la manière de conduire la lutte, il ajoute : « c'est une illusion de croire qu'il est possible d'arracher le pouvoir aux classes possédantes par les seules voies légales qui n'existent pas ».

Sur les forces décisives qui vont mener cette lutte Castro a une position que ne renierait pas Trotsky lorsqu'il explique que : « les paysans dans une guérilla représentent une énorme force potentielle... il est possible d'unir ces paysans, les ouvriers, les intellectuels et les petits-bourgeois pour la révolution, mais seule la classe ouvrière est capable de jouer un rôle dirigeant. »

L'affirmation d'une telle politique à la veille de la constitution du parti unique, où les membres du parti communiste cubain auront une place importante, montre que ce n'est pas Castro qui s'aligne sur les positions khrouchtcheviennes, mais au contraire les anciens staliniens cubains qui sont obligés d'admettre la justesse des thèses de la révolution permanente.

Une telle affirmation ne doit pas nous faire oublier la faiblesse du système cubain qui souffre de l'absence évidente de démocratie au sein des organisations de masses et qui fait peser un danger bureaucratique nullement négligeable, c'est la tâche des marxistes révolutionnaires de lutter au sein de ce parti unique contre ce danger.

(1) Traduit et reproduit dans les « Notes et Etudes Documentaires » n° 2.551, publié par La Documentation Française.